

*La Lettre du C.D.E.S.*  
ISSN 1240-0009 CPPAP 711171  
BULLETIN DU RESEAU

# 2<sup>e</sup> COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
section de l'Association Internationale des Travailleurs N° 39-MARS-AVRIL-10frs



Et si On se  
Debarrassait  
des Exploiteurs?

ASSOCIATION  
INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS:

• A.I.T.,  
Alberto Palacios 2,  
28021, Madrid-Espagne

CONFEDERATION  
NATIONALE DU TRAVAIL:

Le Bureau Confédéral est l'agent d'exécution et de liaison de la C.N.T., pour tout contact sur le plan national s'adresser à:

• C.N.T. (B.C.), B.P. 116  
72 003 Le Mans Cedex.

## UNIONS REGIONALES:

Les U. R. sont l'expression de la C.N.T. Elles regroupent les divers syndicats & Unions Locales d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'U.R. concernée:

## U.R. CENTRE:

C.N.T., Boîte Postale 1303, 37013  
Tours (Secrétariat régional).

## U.R. AQUITAINE:

C.N.T., B.P. 511, 64010 PAU  
CEDEX (Secrétariat régional).

## U.R. MIDI-PYRENEES:

C.N.T., 7 Rue ST REMESY, 31000  
TOULOUSE (Secrétariat régional).

## U.R. MEDITERRANEE:

C.N.T., Vieille Bourse du Travail,  
13 rue de l'Académie, 13001 Mar-  
seille (Secrétariat régional).

## U.R. NORMANDIE:

C.N.T. B.P. 2010, 14019 CAEN  
CEDEX (Secrétariat régional).

## U.R. PARIS &amp; NORD:

C.N.T. syndicat des PTT, C.T.A.  
d'Amiens, rue DEJEAN, 80000  
AMIENS.

## DANS L'EST:

C.N.T., B.P. 343, 25207  
MONTBELIARD CEDEX

## EN RHONES-ALPES:

C.N.T., B.P. 223, 38405  
St MARTIN D'HERES CEDEX.

## CHANGEMENT D'ADRESSE:

L'adresse de l'a C.N.T. de l'Esson-  
ne (U.R. Paris-Nord) est désormais  
la suivante :

C.N.T., B.P. 46, 91103 CORBEIL  
CEDEX

SYNDICATS MOUS.  
TRAVAILLEURS FLEXIBLES.

*O*n commence à y voir plus  
clair dans l'attitude des  
syndicats traditionnels face à  
la flexibilité.

En effet, la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. viennent de signer un accord sur le droit syndical aux Chantiers de l'Atlantique. Accord qui va dans le sens d'une plus grande coopération entre partenaires et tente de gommer les intérêts fondamentalement divergents entre exploités et exploités. Ceci n'a rien de nouveau, ce qui l'est par contre, c'est la contrepartie qui va dans le sens de la mise en place progressive de la flexibilité. Flexibilité que nous dénonçons, parce qu'elle est une forme de précarisation et qu'elle transforme le travailleur en une sorte de soldat qui peut être requis à tout moment par le Général-Patron pour satisfaire aux exigences fluctuantes de la production et du marché et qui est nécessaire à la gestion en flux tendus.

Les bureaucraties syndicales acceptent une fois de plus les règles du jeu édictées par le patronat en négociant dans la coulisse ce qu'ils rejettent en apparence au niveau national (ceci est surtout vrai pour la C.G.T.). Ils participent eux-mêmes aux attaques contre les acquis sociaux.

Ainsi se met en place, petit à petit, la flexibilité dans certains secteurs suite au vote récent de la loi sur l'annualisation du temps de travail. Plus grave, le syndicalisme devient toujours un peu plus un syndicalisme de cogestion et de négociation qui tente d'en finir avec les grands mouvements revendicatifs. A qui cela profitera-t-il ? si ce n'est au capitalisme et à toute cette bande de bureaucrates patentés : plus de moyens ; plus d'heures de permanents ; etc... C'est-à-dire un glissement vers le modèle alle-

mand qui permet d'éviter les grèves et les débrayages au profit de la concertation avec la direction. Bon moyen aussi pour eux d'augmenter le nombre de syndiqués, puisque l'accord cité prévoit pour chaque salarié une heure rémunérée par semestre afin d'assister aux réunions syndicales. Nul doute que pour échapper à une heure de boulot, ils seront nombreux à s'y ruer...

Il est donc temps d'analyser, d'ouvrir le débat sur la flexibilité et de rompre le silence-radio presque total qui plane sur ce sujet.

Adh. Caen

Accord sur le droit syndical  
aux Chantiers de l'Atlantique

LA DIRECTION et les quatre syndicats présents aux Chantiers de l'Atlantique (CGT, CFDT, CFTC et FO) viennent de signer un accord améliorant le droit syndical. A la suite de deux mouvements de grève très durs en 1988 et 1989, cette entreprise de 4 300 salariés avait renoué avec une politique contractuelle en signant des accords sur les classifications, la participation, l'intéressement, l'horaire individualisé et l'organisation du temps de travail.

Alors qu'en décembre dernier, la CGT a ravi à la CFDT le secrétariat du comité d'entreprise, la signature de cet accord par l'ensemble des syndicats symbolise l'amélioration des relations sociales. Le préambule de l'accord précise que celui-ci « traduit la volonté des parties signataires de développer un dialogue social constructif dans l'intérêt économique de l'entreprise et l'intérêt des salariés ».

Après des chapitres, assez classiques, consacrés aux moyens matériels des sections syndicales puis

au déroulement de carrière et à l'accès à la formation des représentants du personnel, l'accord comporte une partie nettement plus novatrice sur les moyens d'information syndicale. Chaque salarié disposera, en particulier, d'une heure rémunérée par semestre pour assister sur son temps de travail à une réunion organisée par l'une des sections syndicales de l'établissement. Ces réunions devront avoir lieu en fin de journée de travail et le personnel devra faire connaître son intention d'y participer trois jours à l'avance afin que la hiérarchie puisse réorganiser le travail.

Autre innovation : afin de permettre aux syndicats de réunir leurs adhérents lors de négociations avec la direction, l'accord attribue à chaque organisation un crédit annuel de cinquante heures augmenté de cinq heures par centaine de voix obtenues aux dernières élections de délégués du personnel titulaires.

Frédéric Lemaître

Le Monde du 16.02.96

**Comité  
Confédéral  
National**  
**Caen les 16 & 17 Mars 96**  
Dans l'intervalle des Congrès  
Confédéraux, le C.C.N. est  
l'instance chargée  
d'administrer la C.N.T.  
sur le plan national.  
Il est constitué de  
délégations des Unions  
Régionales qui disposent  
chacune d'une voix.



Au vu de l'évolution du capitalisme, tout le discours sur le "temps libéré", le "temps partagé" est avant tout une façon de masquer l'aliénation croissante (marchandisation, flexibilité...) qui nous est imposée. Une des grandes victoires du capitalisme est d'avoir réussi à transformer ce piège idéologique en "revendication des travailleurs".

**A**u début du 3ème millénaire, l'ensemble de la production des biens matériels des pays développés sera assurée par seulement 10 % de la population (\*1). L'avancée technologique est en effet telle que le rôle de la "main d'oeuvre" dans la production de biens matériels est en chute libre. Cette constatation, évidente depuis longtemps, a fini par s'imposer à la grande majorité des économistes qui ne se lassent plus de dissenter dessus. Ils sont généralement beaucoup plus discrets en ce qui concernent certaines conséquences de cette évolution.



En effet, jusqu'à maintenant, le capitalisme tirait une grande partie de son pouvoir de contrôle sur la vie humaine de l'obligation faite au plus grand nombre de travailleurs pour assurer la production nécessaire à la survie de la collectivité. La diminution drastique du travail sous sa forme traditionnelle (l'usine, le champ, la mine...) pose au capitalisme une question primordiale : comment conserver son pouvoir ?

L'extension progressive du domaine de la marchandise et des échanges monétaires est une de ses réponses. C'est ainsi que "nous sommes passés d'une économie dominée par la production de biens à une économie dominée par la production de services" (\*2).

Il aurait été en effet dangereux pour le capitalisme de traduire les hausses massives de productivité de ces dernières décennies par de fortes diminutions du temps de travail et par une meilleure répartition des biens produits. Au contraire, il s'est attaché à développer les emplois dits de services. Ces emplois ouvrent de nouvelles zones marchandes. Et, sous prétexte de lutte contre le chômage (dont ils masquent en partie le caractère structurel), ils permettent de créer de nouvelles catégories de salariés que l'on paye souvent à un tarif moindre que les anciens chômeurs. Ce mécanisme est classique, il correspond au maintien des pouvoirs politiques et économiques par le biais des prix et du salariat.

Ce qui est plus intéressant à analyser de notre point de vue, c'est la très forte offensive idéologique qui accompagne cette évolution.

Là où il n'y a qu'un supplément d'aliénation on parle par exemple de "temps libéré" ou de "travail partagé". Ainsi, le pouvoir crée une sorte de "Rénov-langue" dont le rôle est d'entretenir la confusion sur fond d'amnésie collective.

De manière fort juste, des compagnons de Caen ont montré voici quelques temps dans les colonnes de ce journal que, s'il s'agissait simplement de partager le travail, il suffirait globalement de demander à chaque adulte en état de le faire de travailler 29 h. par semaine. En complément, le partage égalitaire des revenus disponibles en France permettrait d'attribuer à chaque être humain (adulte ou enfant) 84 000 F par an (\*3 - étude d'après les chiffres des rapports officiels).

De toute évidence, les chantres du "travail partagé" ne veulent pas de ce partage là.

Les Contrats emploi-solidarité, l'introduction de l'annualisation

du temps de travail (vers 1993 à l'U.A.P.) puis son extension par les lois d'octobre 1995, l'élargissement depuis janvier 96 des chèques-emploi/services ... tout cela montre la tendance réelle de la réorganisation du travail : On ne partage rien du tout (et en tout cas pas les revenus), on flexibilise tout.

Le mot d'ordre "Réduction du temps de travail" ou "partage du travail" (ce qui ne revient pas forcément au même \*4) est devenu un des volets à géométrie variable des discours sur la "lutte contre le chômage". On fait ainsi semblant d'oublier que le capitalisme ne diminue pas le temps de travail et ne crée pas des emplois pour répondre à des besoins mais qu'il agit uniquement pour créer et augmenter des profits.

**"Là où il n'y a qu'un supplément d'aliénation on parle de 'temps libéré' ou de 'travail partagé'."**

De fait, les emplois créés ne sont dirigés que vers des marchés solvables. Quant aux personnes insolvables, aux "exclus" (\*5), ils n'intéressent le système qu'autant qu'ils peuvent créer indirectement des marchés lucratifs (par exemple, la montée de la misère permet le développement du marché de la "sécurité").

Le développement du marché des services présente plus d'un intérêt pour le capitalisme. En particulier, et par définition, c'est un domaine difficilement quantifiable. La fixation d'un prix pour une activité est un exercice abstrait. Dans le système actuel, elle n'obéit qu'à la tendance dominante : la conservation des hiérarchies et des privilèges. Le technocrate, par exemple, qui définit le prix d'une heure "chèque-service" produit lui-même un service. Et, bien entendu, il estime son service à une valeur très supérieure à celui de la femme de ménage.

La production de services, tarifiés sur une base totalement arbitraire, conduit directement à la

\* Suite au verso



• Suite du recto

tarification de toutes nos activités sociales. Cette tarification est proportionnelle à la place hiérarchique occupée par chacun dans cette société. Elle ne correspond à rien d'autre qu'à la volonté idéologique du maintien du rapport dominant / dominé.

Plus notre place dans la société est modeste, plus nous devons vendre notre temps, car la logique capitaliste le transforme en zone marchande où tout s'achète, de plus en plus.

Un exemple de ce qui se passe est fourni dans le domaine de la culture. *"Le développement de la culture dans le contexte du capitalisme ... est ambigu et contradictoire. La marchandisation signifie que le capital, par nécessité, est investi dans toutes les sphères d'activités humaines, afin d'étendre le champ de sa valorisation. Et c'est ainsi que la sphère des loisirs est devenue économiquement productive ... L'instrumentalisation médiatique de la culture, par la mise à profit du temps disponible, vide la culture de son contenu universel"* (\*6).

On retrouve le même processus dans la médecine à deux vitesses, ou dans les politiques élitistes de transports...

Il remet fondamentalement en cause toutes nos libertés. La notion de *temps libéré* dans ce contexte est un discours creux, simplement parce que le temps libéré devient un temps payant. Ce que le système est en train de perdre sur le contrôle et l'exploitation du travailleur industriel, il le regagne sur le "serviciable" par le biais de l'aliénation consumériste (extension de la marchandisation). Cette démarche lui ouvre d'amples perspectives de développement au détriment de toute l'humanité.

Un tel décalage entre les discours (*"temps libéré"*...) et les réalités structurelles du système (aliénation) n'est pas le fruit du hasard. De nos jours, si *"le langage de la liberté devient interchangeable avec celui de la domination"* (\*7), c'est parce que l'idéologie dominante a extorqué aux dominés leur mémoire et leur idéal collectif. C'est pourquoi le problème auquel nous devons faire face est aussi un problème de réappropriation de cet idéal, c'est-à-dire,

**"Le langage de la liberté devient interchangeable avec celui de la domination"**

sur le plan social, un combat idéologique, là où se situent les enjeux de la crise.

Ce combat exige l'abandon d'un certain nombre de modes de pensée qui imprègnent encore l'ensemble de la population. En effet, les crises du capitalisme *"sont trop graves et les diverses possibilités ont une trop vaste portée pour qu'elle puissent être résolues en faisant appel aux modes de pensée habituels, en particulier, en s'appuyant sur les mentalités qui ont provoqué ces crises"* (\*7).

Ce constat, difficile mais lucide, doit s'appliquer en tout premier lieu au syndicalisme, qui est un exemple d'organisation sociale dépossédée idéologiquement par le biais de son institutionnalisation. Il a été lui aussi transformé en un espace marchand, vidé de son contenu idéologique, qui sert de caisse de résonance à tous les intérêts du capitalisme (de la défense des marchands de canon à l'intégration du *"temps libéré"* dans le catalogue revendicatif).

L'intérêt profond du modèle anarcho-syndicaliste est que, au contraire, il a soutenu comme préalable à toute lutte sociale, la défense et l'extension de notre patrimoine idéologique associé à une vision idéologique opposée à l'idéologie dominante. Sans ce préalable qui permet une vision globale et à long terme des problèmes du moment, la revendication immédiate se transforme en immédiate récupération au profit des pouvoirs.

*C'est bien cette marchandisation et cette récupération qui font de l'individu un sujet, que nous devons combattre afin que ce "sujet" redevienne un individu digne et libre.*

Economicus simplex



1 - B. Cassen - "Un système productif bouleversé" - Manière de voir N°15 (1992), Ed. Le Monde Diplomatique.

2 - Michel Bon, Président de l'ANPE, dans Le Monde du 8 sept 93.

3 - C.S. de janvier 94.

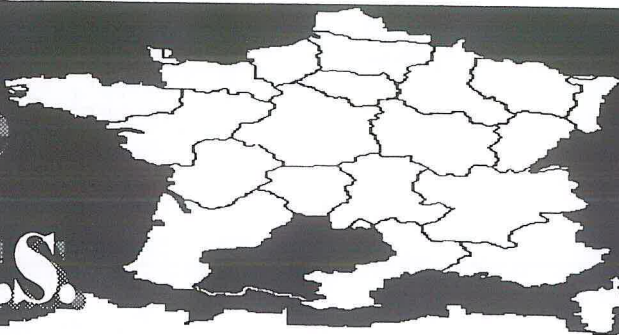
4 - Dernièrement, le P.D.G. de Cacharel a même inventé le "partage du travail" avec... augmentation du temps de travail en proposant à ses salariés de travailler 40 heures, payées 39, pour embaucher quelques salariés de plus.

5 - Nous mettons *exclus* entre guillemets parce que, comme le fait remarquer le sociologue P. Bourdieu, il n'y a pas d'*exclus*, il n'y a que des opprimés et des exploités. Dans la "rénov-langue" du pouvoir, parler d'*exclus*, c'est éluder le rôle des exploités.

6 - Tico Jossifort - "La marchandisation de la culture" - Ecole Emancipée, fev. 96.

7 - Murray Bookchin - "Qu'est-ce que l'écologie sociale" - Atelier de Création Libertaire - Lyon - 1989.





## avis à la population

### MONTAUBAN, 23 MARS, 15H. RENCONTRE AVEC LA C.N.T.

Samedi 23 mars, dans la Salle de la Maison du Peuple (Montauban), de 15 à 19 heures aura lieu un forum sur l'Anarcho-syndicalisme. Tous les lecteurs du Tarn-et-Garonne ainsi que les personnes intéressées sont cordialement invitées à venir s'informer et échanger sur le sujet.

### 29 ET 30 MARS. PERPIGNAN: COLLOQUE SUR LA COMMUNE DE PARIS

Pour les renseignements complémentaires, s'adresser à C.N.T., 9 rue DUCHALMEAU, 66000 PERPIGNAN.

### Lundi 25 mars, Salle de la Fédération des Oeuvres Laïques (F.O.L., 31 rue des Amidonnières) à 20 h 30, débat organisé par le C.D.E.S. avec des membres de la Collectivité libertaire andalouse: "LOS ARENALEJOS".

*"Comment créer une contre-culture vivante, riche, variée et complexe comme la vie elle-même si ce n'est en s'enracinant dans le quotidien de façon à préparer les bases pour une société écologique qui ne peut être que libertaire?"*

auxquelles cette pratique donne lieu avaient vivement intéressé tous les présents qui ont souhaité pouvoir poursuivre ce dialogue.

Les deux membres des Arenalejos qui seront présents le 25 mars auront donc l'occasion de parler autant du fil conducteur de leur action (qui de Kropotkine à Bookchin passe par les "colectividades" de la Révolution espagnole) que de leurs réalisations pratiques (vie en collectivité agrico-

peu excentrée, il y aura la possibilité de raccompagner sur Toulouse les personnes qui ne disposent pas de véhicule après le débat (Pour faciliter l'organisation, laissez dans ce cas un message sur le répondeur : 61 52 86 48.). Pour ceux qui voudraient aller voir sur place, voici le programme de la Collectivité :

- Du 1 au 6 avril: opérations de reboisement avec des espèces autochtones.
  - Du 12 au 18 avril: stage d'apiculture. Stage de greffe sur olivier et création d'un verger conservatoire avec la participation de Maurice Chaudière (Chercheur).
  - Du 26 au 28 avril: Yoga lyengar avec Marie-Odile (élève d'lyengar)
  - Du 25 au 28 juillet: Deuxièmes rencontres sur maternité apatriarcale et famille.
  - Du 1er au 15 septembre: Chantiers internationaux : construction d'une maison bioclimatique en terre et bois.
- Pour tout renseignement sur les conditions pratiques: "Los Arenalejos", Lista de Correos 29567, ALOZAINA (MALAGA), Espagne. Tel: 908 05 42 08 ou lors du débat.

### TOULOUSE, 25 MARS, 20H30, "LOS ARENALEJOS"

Telle est une des questions auxquelles la Collectivité "Los Arenalejos" tente de répondre, en théorie et en pratique, depuis bientôt huit ans.

Voici quelques mois, le C.D.E.S. avait eu l'occasion d'accueillir un membre de cette Collectivité pour un débat à bâtons rompus. Les informations apportées sur le fonctionnement quotidien, mais plus encore l'ensemble des réflexions

le expérimentant toutes les facettes de l'écologie, de la critique du fonctionnement familial traditionnel...). De même, la perspective d'un réseau international "pour l'écologie sociale" sera abordé.

Sur le plan pratique, signalons qu'un des membres présents des Arenalejos parle parfaitement français. Par ailleurs, la salle de la F.O.L. étant un



# LUNDI 1ER AVRIL

(ce n'est pas un poisson!)

7 rue St Rémésy, Toulouse, à 20 h 30

**première** permanence-réunion de la  
**SECTION CHOMEURS &  
PRÉCAIRES DE LA C.N.T.**

tion précaire et le peu de mobilisation de ceux-ci dans la lutte en général et dans les luttes du mois de décembre 95 en particulier, la nécessité, née de la volonté de quelques-uns d'entre nous de créer une section chômeurs/précaires de la C.N.T. s'est fait sentir.

La naissance de cette section au sein de l'Union locale de Toulouse a pris effet le 21 février 96. Nous proposons les axes de lutte suivants :

- lutte contre le chômage et la précarité,
- transformation des liens d'intérêt par des liens de solidarité entre chômeurs, précaires et salariés (intercorporatisme),
- abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme,
- lutte contre la flexibilité du temps de travail,
- lutte pour la répartition égale des richesses.

Et bien sûr, l'action directe, concrète et immédiate visant à améliorer notre quotidien.

La section chômeurs/précaires de la C.N.T. tient une permanence tous les premiers lundi du mois à 20 h 30.

**Vendredi 5 avril : "A bâtons rompus" :**

## LE CHOMAGE

7 rue St Rémésy, à 20 h 30, le débat mensuel du C.D.E.S. aura pour sujet "Le Chômage". Il sera en particulier animé par les membres de la nouvelle section chômeurs-précaires de la C.N.T.

Rappelons que les débats organisés par le Centre de Documentation et d'Etudes Sociales (C.D.E.S.) chaque premier vendredi du mois sont des discussions publiques, "à bâtons rompus", au cours desquelles toute personne présente peut s'exprimer.

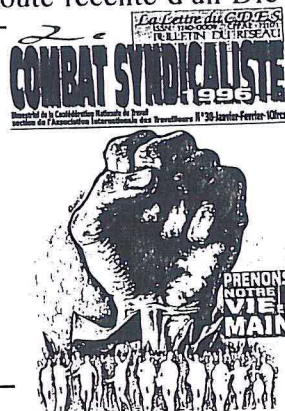
**AGEN, Vendredi 12 avril, à 20 h 30, débat public :**

**LA CNT & L'ANARCHO-SYNDICALISME** (sous réserve)

Les modalités pratiques de ce débat n'étant pas totalement arrêtées au moment où nous imprimons ce journal, les personnes intéressées sont invitées à nous contacter pour obtenir les précisions utiles.

## EN PROJET

Le Darwinisme est l'une des grandes questions scientifiques de notre temps. Ses retombées sociales (sociobiologie...) ne peuvent laisser personne indifférent. La sortie toute récente d'un Dictionnaire du Darwinisme, loin de clôturer le sujet, ne fait que le relancer. C'est pourquoi le C.D.E.S. a en projet l'organisation d'un débat. Si cela vous intéresse, faites nous le savoir afin que nous puissions vous en informer en temps utiles. Par ailleurs, avec l'arrivée du printemps, le C.D.E.S. reprendra son programme de grillades-discussions dans les prochaines semaines.



B

# INFORMATIONS

## TOULOUSE-ARIEGE 15 juin - 15 juillet : Accueillons des enfants de Kiev.

L'Association d'Espéranto E.K.C. de Toulouse a dans ses buts d'encourager les relations entre personnes de culture différente. Elle se propose d'inviter en Midi-Pyrénées pendant un mois dix enfants de Kiev. Les enfants de Kiev (Ukraine) ont tous subi les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, car la sinistre centrale nucléaire n'est qu'à 80 km.

Certains quartiers de la ville sont constitués par des familles réfugiées, évacuées de villages trop proches de Tchernobyl. A Kiev, la langue internationale Espéranto a une longue tradition. Des classes entières l'apprennent comme matière obligatoire. Ce sont des élèves de ces classes qui sont invités.

Les objectifs sont de donner à ces enfants une chance de restaurer un peu les effets sur leur santé de la catastrophe de Tchernobyl et de promouvoir un véritable échange culturel avec des enfants de Midi-Pyrénées qui ont fait l'effort de se mettre à l'Espéranto. Il s'agit des élèves de C.M.2 du village de Ste Foy d'Aigrefeuille (31) et des jeunes du collège de Carmaux (81).

Les enfants de Kiev seront accueillis successivement dans les familles de leurs correspondants de Ste Foy, et de Carmaux. Puis les enfants de Kiev et les jeunes espérantistes de Midi-Pyrénées passeront les quinze derniers jours dans un gîte près de St Girons (Ariège).

Le C.D.E.S. a décidé de soutenir l'action d'E.K.C. Une souscription a été ouverte. Vous pouvez y participer en versant au C.C.P. : C.D.E.S.

N° 3 087 21 H Toulouse en précisant "ENFANTS DE KIEV"



**A** plusieurs reprises ces derniers mois -et bien avant que n'éclate le mouvement étudiant- nous avons informé sur la situation explosive de l'Université Paul Sabatier (U.P.S. - Sciences et Corps de santé - Toulouse III), l'une des principales universités de province.

Les problèmes y sont multiples. A ceux que connaissent toutes les universités (manque de moyens...) s'ajoutent les effets d'une ambiance pas toujours très saine (absence de transparence en particulier dans le domaine des réserves budgétaires, prises de pouvoir de différentes camarillas, règlements de compte...).

Il n'est donc pas étonnant que, quelques semaines à peine après le mouvement massif de décembre, une grève ait de nouveau été déclenchée, à l'initiative cette fois d'un Collectif de Personnels de l'U.F.R. S.T.A.P.S. qui réunit, en dehors des étiquettes politico-syndicales habituelles de l'U.P.S., des personnels décidés à remettre en cause un certain nombre de pratiques.

L'Unité de Formation et de Recherche (U.F.R.) S.T.A.P.S. forme des étudiants en Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (S.T.A.P.S.), c'est-à-dire les "profs de gym" de l'enseignement public, mais elle répond aussi à diverses demandes provenant de secteurs où le mouvement du corps humain constitue une préoccupation (handicaps, stratégies de santé, activités de loisirs, etc...).

Par le biais des circonstances, une "équipe dirigeante" d'enseignants, bien que minoritaire, a réussi à s'emparer d'un pouvoir où très vite l'arbitraire a constitué le seul mode d'échange. Résultat : même les enseignants les plus calmes se réveillent et ont décidé d'une grève surprise qui s'est déroulée pendant la journée du 22 février.

Cet événement est historique car très inhabituel à l'U.F.R. S.T.A.P.S. Il est motivé par un triple grief: le fonctionnement (ou plus exactement le dysfonctionnement) institutionnel, la politique des moyens et enfin les solutions "radicales" envisagées par la quintessence de cheffitude que constitue la conférence nationale des directeurs des U.F.R.-S.T.A.P.S.

Quand on parle de dysfonctionnement institutionnel, il faut savoir par exemple qu'actuellement, des enseignants effectuent des horaires sans avoir l'assurance que leur enseignement sera reconnu et qu'il figurera bien à leur emploi du temps. De plus, certains ont de nombreuses heures supplé-

mentaires alors que d'autres n'assurent pas leurs charges de service. En effet, à ce jour, il n'y a eu aucune possibilité de statuer sur les enseignements ni la désignation des enseignants pour l'année universitaire 95/96, c'est-à-dire l'année universitaire qui est en train de s'achever...

Par ailleurs, les "responsables d'année d'étude" se sont vu attribuer des prérogatives qui ne figurent pas dans leur fonction.

Les grévistes du 22 février ont clairement dénoncé les pratiques de "concertation sélective", de fluctuations dans la masse horaire (gagner des heures, pour qui, pour quoi ???), d'élimination de certains contenus (exemple : les didactiques spécifiques : où est l'égalité de formation pour tous?), de diminutions d'horaires (ex : 43 heures payées pour en faire 60 en A.P.P.N.).

En ce qui concerne les moyens, si l'augmentation du nombre d'étudiants a été de 100 %, on attend toujours les personnels supplémentaires annoncés lors de la mise en place de la délocalisation (ouverture d'une antenne à Rodez, à l'initiative du Conseil régional).

Mais le "clou" de la dérive, c'est hypothèse avancée par la Conférence des directeurs des U.F.R. S.T.A.P.S. qui consisterait à déléguer par convention des formations en Activités Physiques et Sportives à des clubs. Ce qui constituerait une régression extrêmement importante puisque cela reviendrait à abandonner le servi-

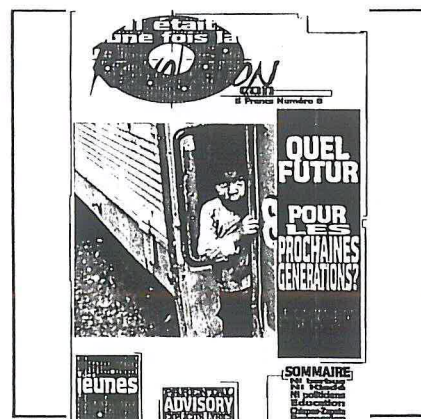
ce public au profit de structures privées.

L'arrêt de travail a surpris... Il a constitué un premier temps pour dresser l'ensemble des mesures capables de rendre les conditions de travail et le climat de l'établissement compatibles avec les missions de l'U.F.R. et a montré que la détermination des personnels était beaucoup plus grande que certains ne le pensaient.

Un mot pour finir sur une curiosité : le rôle que jouent les "sciences humaines" dans les comportements particuliers des décideurs ... camouflés derrière un langage incompréhensible, ils font des "études de cas" justifiant des attitudes despotiques ... mais paraît-il intelligentes et éclairées (?). J. PREVERT leur avait déjà répondu : "CE MONDE MENTAL, MESSIEURS, MENT MONUMENTALEMENT"

Et quoi de plus démystifiant, sur ce point comme sur les autres, qu'une grève !

Des U.P.Siens (de l'U.F.R. S.T.A.P.S. et d'ailleurs)



## CHIAPAS: SOLIDARITE ET TEMOIGNAGE

Jeudi 7 mars, plus de 70 personnes se sont rendues à l'invitation du Collectif Chiapas et du Syndicat Interco C.N.T. de Toulouse dans les locaux de la radio libre "Canal Sud" pour discuter de l'expérience zapatiste.

Après la projection d'une vidéo qui présentait le village de Morelia depuis l'insurrection de janvier 94, un large débat s'est engagé entre le public et différents témoins directs. Il a beaucoup été question d'organisation à la base, d'autogestion, des dangers de l'institutionnalisation, de la nécessaire lutte contre tous les vautours politiques ... beaucoup de sujets que l'on pourrait transposer outre atlantique, sous nos latitudes européennes. Rendez-vous a été donné aux personnes intéressées pour la préparation des rencontres de Berlin et du Chiapas qui auront lieu cet été.

## MYTHE ERRANT OU TRISTE REALITE?

Que penser de la vague de "cul béniterie" qui a déferlé sur la fac du Mirail après la mort du camarade prostate ? La réponse est dans la question bien sûr !

Un immense drapeau de notre pays, un poster géant à l'entrée de la Bibliothèque Universitaire, des minutes de silence à n'en plus finir, et, pour couronner le tout une manif anti-flics qui a été repoussée à minuit afin de ne pas perturber le grand deuil national en souvenir du grand homme du grand pays.

C'est assez amusant lorsqu'on sait que le grand homme en question a contribué à créer un non moins grand corps de flics : les C.R.S. Il a été, entre autre, ministre de l'Intérieur pendant la guerre d'Algérie. "L'Algérie fran-

çaise", une très mauvaise cause à servir lorsqu'on est un grès grans homme.

Mais ce ne sont là des choses qu'il ne faut pas dire d'un président, d'un humaniste, d'un homme qui aimait les livres, d'un homme fin et cultivé, bref, d'un homme qui savait faire preuve de tact et de délicatesse.

Il a un peu évolué, si bien qu'au slogan "Halte à l'invasion métèque" qu'il scandait pendant sa jeunesse, il préférerait dire, en homme cultivé, "seuil de tolérance à ne pas dépasser" pendant sa vieillesse. C'est vachement rassurant !

La liste est longue encore et il me file déjà la gerbe. La tombe de Pétain annuellement décorée, le copain Bousquet, et, bouquet final, la guerre du golfe...

Un bilan très "humaniste" donc, nous avons perdu un "très grand homme".

JEAN LUC  
GALVAN

Arrêté pour délit d'hospitalité, Jean-Luc Galvan est actuellement sous contrôle judiciaire.

Nous empruntons, avec son

accord, à "France-Poire" le commentaire suivant :

Cher Messieurs les Jurés, le cas de Jean Luc Galvan est sans appel. Cet homme a hébergé quelqu'un. Ceci témoigne d'une grave irresponsabilité. Les temps sont durs, l'amitié est à vos risques et périls. Regardez-nous : nous avons depuis longtemps déconnecté les sentiments de nos machines programmables. Faites comme nous : volez-les autres, méprisez-les, vendez-les.

Cet homme a hébergé un basque, membre présumé de l'E.T.A. Le cas est accablant. Ne savez vous donc pas que nous seuls avons le droit de pratiquer le terrorisme que nous avons rebaptisé Raison d'Etat ? Nous conseillons donc aux futurs Jean Luc de torturer leur invité afin de savoir de quelle appartenance politique il est, et de nous le livrer vivant. Voilà qui est digne d'un citoyen respectable."



## Mode d'Emploi

- **C.N.T.** : la Confédération Nationale du Travail, section française de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) est anarcho-syndicaliste. Son siège national se trouve au Mans.
- Le secrétariat de l'Union Régionale Midi-Pyrénées est à Toulouse.
- A travers son **C.D.E.S.** (Centre de Documentation et d'Etudes Sociales), la C.N.T. organise diverses activités (rencontres, débats, sorties, bibliothèque...) et publie ce bulletin tous les deux mois, dans le cadre du réseau de presse "Le Combat Syndicaliste".
- Les **Jeunes Libertaires** se réunissent également dans les locaux de la C.N.T.
- N'hésitez pas à prendre contact
- **UNE SEULE ADRESSE POUR L'ENSEMBLE :**  
**C.N.T., 7 rue ST REMESY 31000 TOULOUSE**
- **ET UN N° DE TELEPHONE : 61 52 86 48 (répondeur)**
- **PERMANENCES, REUNIONS PUBLIQUES :**
  - C.N.T., C.D.E.S., Jeunes Libertaires, Section Chômeurs : le Samedi de 17 à 19 heures (7 rue St Remesy)
  - Tables de presse : aux Pucés, le dimanche en fin de matinée

## Abonnements

Un an : abonnement normal : 50 francs,  
Un an : abonnement de soutien : 100 francs et plus.  
à verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse.

Depuis le dernier mouvement social, on voit fleurir toute une série d'articles sur les anarchistes. On voit aussi une génération spontanée de libertaires. Ainsi, parmi ceux qui hier encore ne voulaient rien avoir à faire avec nous, bon nombre aujourd'hui parlent de démocratie directe, d'assemblées générales souveraines, d'autogestion et même ... d'anarcho-syndicalisme.

Je ne suis pas ici pour faire des procès d'intention et je ne suis d'ailleurs pas convaincu que la C.N.T. soit l'unique organisation qui ait des pratiques anarcho-syndicalistes. Mais ce n'est pas une raison non plus pour laisser s'installer la confusion. Je suis ravi quand d'autres ont les mêmes idées que moi, à condition que ce ne soient pas de simples paroles en l'air qui cachent des pratiques totalement différentes.

Et je voudrais commencer par une simple question : comment se fait-il que, tout à coup, la presse s'intéresse à nous ? Certes, le mouvement libertaire s'est exprimé durant les dernières grèves avec un peu plus de consistance que précédemment. Mais on ne peut pas non plus dire que l'avancée est spectaculaire. Et pourtant, même le Figaro a parlé de la C.N.T. Je ne me réjouis pas trop de toute cette publicité, quitte à en étonner certains. Quand on lit ces articles, ils semblent pour la plupart, pleins de tendresse, de bienveillance. Pourtant, ils véhiculent une image totalement déformée du mouvement anarchiste. Systéma-

tiquement, on entend parler de violences dans les manifs, de service d'ordre etc... On ressort aussi les grandes phrases qui restent assez abstraites pour la majorité des lecteurs. Bref, on conforte l'image caricaturale de l'anar folklorique. Image pourtant bien éloignée de ce que nous sommes, du moins pour la plupart. Car il faut bien reconnaître que certains "anarchistes" sont ambigus sur bon nombre de sujet. Ainsi, les affrontements dans les manifs sont parfois mis en avant comme une preuve de radicalité dans nos milieux. Je crois que nous n'avons pas tort à la C.N.T. d'être un peu plus rigoureux sur ce genre de sujet. On ne peut pas mettre sur le même plan des affrontements mettant en jeu des travailleurs en lutte que l'on veut expulser d'un piquet de grève et les paves traditionnels des fins de manif "engagées". Dans un cas, il y a une signification forte -des travailleurs qui se défendent dans leur lutte-, dans l'autre, c'est un acte gratuit et inutile qui relève plus d'un certain "romantisme" et qui ne fait pas avancer grand chose. Je crois que, si nous ne restons pas clairs dans notre façon d'intervenir, si notre action permet différentes interprétations, nous risquons de nous retrouver avec des gens qui viennent vers nous sur cette image véhiculée par les médias. Il sera très difficile alors de maîtriser ce que nous sommes. Et à quoi servirait-il de se développer sur des bases qui s'éloigneraient de nos idées ? Tout serait à refaire.

Par ailleurs, certains articles contiennent des révélations étonnantes. Certains n'hésitent pas à se revendiquer de nos idées et à faire tout le contraire. La C.F.D.T. nous avait déjà fait le coup dans les années 1970. Aujourd'hui, c'est le tour du S.U.D. Et quoi de libertaire dans ce syndicat issu d'une scission, d'influence trotskiste, de la C.F.D.T. qui participe aux élections, siège dans les instan-

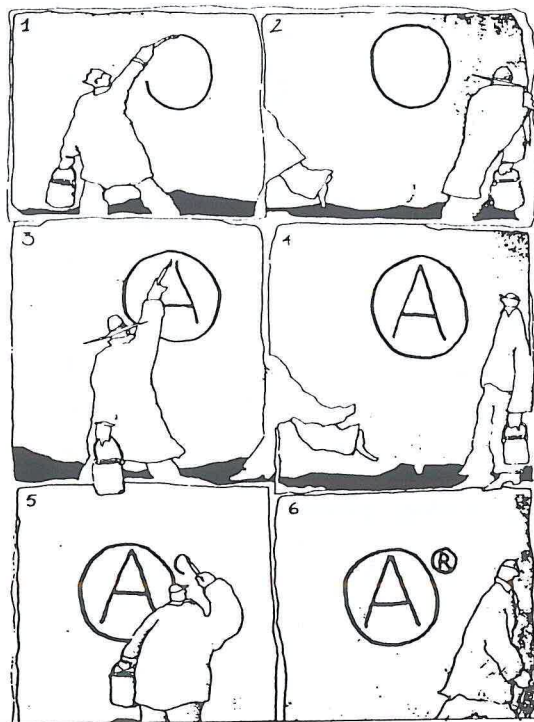
ces de cogestion du système et a même des permanents ? L'anarcho-syndicalisme, les trotskistes savent pourtant ce que c'est : la volonté que les décisions soient prises par les gens à la base, dans leurs quartiers, leurs usines... en assemblées générales, avec des délégués élus, mandatés et révocables à tout moment. C'est la volonté d'appliquer ce principe à la société, mais aussi de l'appliquer dès aujourd'hui dans nos rapports et tout particulièrement dans notre organisation. Alors, pourquoi les militants du S.U.D. se déclarent-ils anarcho-syndicalistes ? Rien dans leurs interventions, rien dans leur fonctionnement ne l'est. Ces gens-là mentent. Ils essayent de s'accaparer un terme à la mode.

Et combien de groupes gauchistes se revendiquent aujourd'hui de l'autogestion, de la démocratie directe, des conseils ouvriers pour la société de demain mais fonctionnent autrement dans leurs pratiques quotidiennes ! Comment peut-on prôner une idée pour demain et ne pas l'appliquer aujourd'hui ? Et il est certain que ce genre de démarches risque de se multiplier. C'est tentant : les médias parlent des anarchistes et en donnent une image floue, je dirai "fourre tout" où tout gauchiste peut se retrouver. D'un autre côté, le public découvre quelque chose de nouveau dans cette société qui manque cruellement d'utopies. J'ai envie de dire : "Méfiez-vous des imitations". C'est tentant de se refaire une santé avec une nouvelle image. Beaucoup de gens ont intérêt aujourd'hui à se réclamer de l'anarchisme.

Le malheur, c'est que ce sont les idées qui risquent de payer les pots cassés. Car, si au nom de l'anarchisme se font les mêmes conneries qu'ailleurs, nous allons nous retrouver avec une nouvelle génération de gens déçus. Nous en aurons pour vingt ans avant de nous en remettre.

Que faire ? On ne peut même pas dire : Venez à la C.N.T.,

• Suite en page 6



nous sommes clairs ! La "C.N.T. Vignoles", notre scission, ne semble pas plus claire que beaucoup dans cette histoire. Un ancien trésorier confédéral, membre très actif de cette scission, s'est présenté aux dernières élections municipales à Evry en tant que libertaire ! Et certains militants de cette "C.N.T." l'ont soutenu par écrit dans sa démarche ! Jusqu'à un énigmatique "syndicat interco" de l'Aube de cette scission qui voit l'anarcho-syndicalisme comme un "art martial moderne" et qui se déclare ouvertement "élitiste et anti-matérialiste"

S'il reste des anarcho-syndicalistes dans cette scission, j'espère qu'ils sauront en sortir, avant d'être dégoûtés, pour faire autre chose (pourquoi pas avec nous?).

Mais, d'un autre côté, il est quelque part rassurant de ne pouvoir se rattacher à aucun sigle pour reconnaître les groupes qui ont vraiment un fonctionnement et des idées anarchistes ou anarcho-syndicalistes de ceux qui ne l'ont pas. Cela permet de toucher le fond du problème : la cohérence entre les idées et les pratiques. Contrôle de tous les jours. Car c'est bien cela, l'anarchisme, un auto-contrôle permanent, une remise en question, par principe, de l'organisation. Il n'y a qu'à ce prix qu'une assemblée reste souveraine. L'autogestion, c'est bien la prise en compte par chacun des problèmes qui le concernent.

Aussi, lorsque je vois un groupe se réclamer de l'anarchisme, je lui demande qu'est-ce qu'il fait ? comment il fonctionne ? quelles sont ses pratiques ?

A bon entendeur, salut.

JPE

L'arrogance des patrons ne connaît plus de limites. Tout récemment, un salarié, gérant une succursale d'Eram (marchand de godasses) d'Aix en Provence a été licencié pour faute grave (et donc sans indemnité). Le motif ? Il avait amené son chien dans l'arrière-boutique du magasin. Sa femme serait également menacée de licenciement, sans autre forme de procès, pour la même raison.

Chez Ackerman (vins de Saumur), c'est en Juillet 94 qu'un travailleur a été licencié pour faute grave.

En pleine canicule, alors qu'il travaillait dans un entrepôt dont le système de ventilation était en panne, on lui reproche de s'être mis torse nu.

La justice, qui n'a rien trouvé à reprocher au patron (responsable pourtant des conditions de travail, en l'occurrence déficientes) a confirmé le licenciement pour faute grave le 14 novembre dernier.

Il est nécessaire que le li-

cenciement abusif chez Eram entraîne de fortes réactions. En ce qui concerne celui d'Ackerman, il est plus que temps d'agir. Une initiative prise par des travailleurs qui, bien que ne connaissant pas directement l'intéressé, ont été scandalisés par les procédés de la firme mérite à mon avis d'être largement relayée. Il s'agit de **BOYCOTTER LES PRODUITS ACKERMAN** partout où ils se trouvent.

Le boycott est en effet une arme dont l'efficacité peut être redoutable contre l'adversaire. Nos aînés, ceux qui ont inventé le syndicalisme (et plus particulièrement l'anarcho-syndicalisme) ont su l'employer ainsi que d'autres formes de lutte (label syndical, ...). Il est grand temps de le redécouvrir.

Eram, Ackerman ne sont que deux exemples. La solidarité doit être imaginative et efficace. Elle peut faire plier la rapacité patronale.

Paul (Toulouse)

## Evariste ALVAREZ

*Evariste ALVAREZ nous a quitté le 17 février 96. Ses problèmes de santé, pour lesquels il était suivi depuis plusieurs années, se sont compliqués ces cinq derniers mois et les trois semaines de soins intensifs n'ont pas pu le sauver. Il avait 66 ans et encore plein l'envie de vivre. Il dut quitter sa région d'origine (Sabadell, près de Barcelone), menacé par la police franquiste pour fait de grève. Il passa alors en France clandestinement par les Pyrénées-Orientales. Après plusieurs mois en camp de concentration à Perpignan puis Mèrignac, il s'était enfui à Poitiers où il a vécu, fait tous les métiers et adhéré à la C.N.T.-A.I.T. C'est en 1961 qu'il était arrivé à Bordeaux. Il y avait travaillé comme routier, docker, tourneur.*

*Pour nous, à la C.N.T. de Bordeaux, Evariste était celui qui partait en éclaireur tous les Premiers Mâis, pour marquer de la banderole rouge et noire notre lieu de pique-nique débat.*

*Evariste, c'était chez lui que les jeunes allaient discuter, boire un coup. Et toujours au côté de Julia sa compagne depuis trente quatre ans, dont nous partageons aujourd'hui la peine avec ses fils José et Patrick..*

C.N.T.- A.I.T. Interco Bordeaux



*Vingrau, c'est ce petit village des Pyrénées-Orientales qui su ~~imposer pendant plus de cinq ans~~ à la multinationale OMYA, à l'Etat et aux politiciens locaux des échecs plutôt cuisants. Depuis les dernières vendanges, la lutte s'est essoufflée et politisée. Le fonctionnement qui avait fait son succès (Assemblées générales souveraines...) a été quelque peu oublié. Nous avons largement fait écho dans nos colonnes à cette lutte et à ses aspects positifs. Il est logique de faire le point sur son évolution actuelle.*

La grève de la faim de huit vingraunais (qui était une impasse en elle-même) a pris fin le 25 novembre 95 au matin, suite à la satisfaction d'une des revendications : la nomination de médiateurs autres que ceux proposés par la Préfecture. C'est ainsi que deux ingénieurs du Ministère de l'environnement ont été nommés, supervisés par Mme Lapergue (Conseillère régionale de Génération écologie). On avait déjà vu celle-ci quand Lalonde était venu à Vingrau... Certains copains de la C.N.T. en rigolent encore !

Suite à cela, une réunion a eu lieu à Vingrau entre certains membres du Comité de soutien des Pyrénées-Orientales, créé quelques semaines plus tôt et le Comité de Défense de Vingrau.

En ce qui nous concerne, nous avons trouvé les discours du Comité de Défense fort changés : ils ne parlent plus de refuser les carrières mais de les déplacer (jusqu'à la limite du territoire communal); ils veulent négocier pour prouver qu'OMYA a menti sur la sauvegarde ou la création d'emplois... Ils espèrent ainsi faire changer d'attitude les politiciens du département, lesquels ont pris position pour les carrières et pour OMYA.

Durant ces négociations, le Comité de Soutien des P.O. s'est lui aussi réuni, mais les quelques actions envisagées visaient plus à négocier la fin de la grève de la faim que la popularisation de la lutte. Des rencontres avec les "personnalités" départementales ont eu lieu (député) et d'autres envisagées (Chambre de Commerce et d'Industrie, Préfet...).

En bref, depuis le début de la grève de la faim, toute l'activité engagée visait à négocier avec les politiciens départementaux ou avec les commissions officielles ("Suivi des carrières"). OMYA en a bien sûr profité pour continuer ses travaux; l'objectif étant de terminer le merlon (c'est-à-dire un gros amas de gravats de 200 m. de long) avant le printemps. C'est chose faite aujourd'hui.

Dans ce contexte politico-négociateur, les militants de l'Union locale C.N.T. de Perpignan n'ont pas pu ni voulu trouver une place quelconque et se sont désolidarisés des négociations.

De plus, les constatations suivantes peuvent être faites :

- La première, c'est que, petit à petit, des gens que leurs positions politiciennes avaient écarté ont remontré le bout de leurs gros sabots et leur avis a repris de l'importance. Cela est dû notamment au fait que ces individus, beaux parleurs et toujours présents, ont su profiter des flottements et dysfonctionnements du Comité de défense, lequel n'a pas suffisamment mis en avant son fonctionnement en Assemblées générales souveraines et n'a pas toujours clairement défini les mandats de ses représentants.

- L'autre leçon à tirer c'est que, de manière insidieuse, les fonctions communales ont pris le pas sur le fonctionnement du Comité : les "pouvoirs publics" (préfet, gendarmes...) et les médias ont joué systématiquement ce petit jeu en ne s'adressant qu'au maire et aux élus, niant ainsi le fonctionnement de base

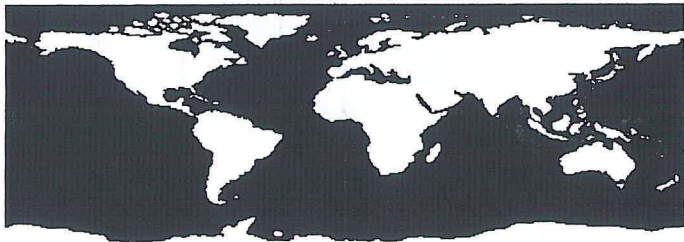
du Comité. C'est ce glissement progressif que la C.N.T. de Perpignan avait craint et clairement dénoncé par avance dans une "Lettre ouverte au Comité de Défense" lorsque ce dernier a présenté une liste aux élections municipales.

Aujourd'hui, bien que la mairie de Vingrau soit ouverte à tous, ce sont la plupart du temps les élus qui s'investissent et négocient avec les médiateurs ou les commissions officielles.

- Dernière remarque : l'intervention musclée des flics, la détermination du préfet et les risques encourus dans cette lutte ont mis en évidence les limites de celle-ci : beaucoup de propriétaires fonciers ou de viticulteurs ont plus à perdre dans une lutte radicale qu'à accepter des carrières.

Malgré tout, plusieurs informations en provenance de Vingrau prouvent qu'il y reste des habitants déterminés à lutter contre OMYA; il n'est donc pas impossible que la tendance politico-négociatrice actuelle puisse s'inverser, ce dont nous vous tiendrons bien entendu au courant. — (R.N.C.S., d'après des infos de l'U.I. de Perpignan).





# INTERNATIONAL

Le combat syndicaliste

## U.S.A. KIERAN ACQUITTE

En octobre 1993, Kieran Frazier Knutson, un militant anarchiste antifasciste était accusé de "2nd & 3rd degree assault" pour s'être défendu lorsqu'un néo-nazi avait tenté de l'attaquer à l'Université du Minnesota, pendant un meeting anti-fasciste. Un appel à soutenir Kieran était paru dans "Le Combat Syndicaliste" à cette époque.

Kieran Frazier Knutson risquait 10 ans de prison. Le dimanche 28 janvier 1996, le jury l'a reconnu non coupable.

Au bout de deux ans d'instruction, de 11 reports et d'un procès de deux semaines, le jury a voté l'acquittement après plus de 50 heures d'isolement et plus de 20 heures de délibération.

Kieran et le Comité de Défense Antifasciste tiennent à remercier tous ceux qui ont apporté leur aide durant ces deux années, tous ceux qui ont téléphoné, écrit, faxé, tenu des meetings et des réunions d'information. De telles actions ont permis à la défense de maintenir la pression et à Kieran de garder le moral.

Information transmise par un militant de W.S.A.,  
section de l'A.I.T. aux U.S.A.

## GRECE REPRESSION MASSIVE

• 17 novembre 1973 : les chars de la dictature des colonels donnent l'assaut à l'Ecole Polytechnique d'Athènes, occupée par des opposants : 52 morts. Cet événement marquera le début de la fin du régime militaire. La social-démocratie qui lui succédera fera de cette date un jour de fête nationale et de l'Ecole Polytechnique un symbole de liberté.

• 17 novembre 1995 : 3000 policiers de l'Etat grec, utilisant des gaz lacrymogènes et asphyxiants donnent l'assaut à l'Ecole Polytechnique occupée par 2500 personnes, en majorité des anarchistes (lycéens, étudiants, travailleurs, chômeurs) et des membres de la gauche non parlementaire (cf. "Le Combat Syndicaliste" n° 147). 515 occupants sont arrêtés, enchaînés et entassés dans les locaux de la police (jusqu'à 25 personnes dans 9 mètres carrés) où ils sont tabassés. Une cinquantaine de perquisitions ont lieu dans le milieu anarchiste, des archives sont saisies, des journaux démantelés, des squatts dévastés.

Le 5 décembre a eu lieu le premier des procès des occupants de l'Ecole Polytechnique. 137 personnes ont été jugées collectivement et ont été condamnées à 40 mois de prison ferme (jugement en appel).

D'autres militants anarchistes ou antimilitaristes,

présentés systématiquement comme des terroristes ou des gangsters, ont déjà été incarcérés à la suite de procès bâclés. Les peines prononcées sont excessivement sévères. Certains prisonniers ont entamé une grève de la faim. L'un d'eux, Costas Kalaremas, après 68 jours de grève, a été libéré peu avant sa mort.

Par ailleurs, les fascistes, que seuls les libertaires combattent, sont peu inquiétés par la justice de l'Etat grec. 8 d'entre eux, arrêtés pour avoir attaqué l'Ecole Polytechnique, ont été libérés le lendemain et ne seront pas poursuivis.

Cette année, la justice grecque a donc libéré des fascistes. Cette année, la justice grecque a emprisonné et juge près de 500 anarchistes et militants de la gauche non parlementaire. Les régimes changent. La fonction de l'Etat demeure.

• Les protestations sont à envoyer à l'ambassade de Grèce et aux consulats.

## LIVERPOOL GREVE DES DOCKERS

Depuis la fin de l'année dernière, les dockers de Liverpool sont en grève. En effet, 300 dockers, pour avoir refusé de briser un piquet de grève organisé par de jeunes dockers ont été mis à pied. Les syndicats réformistes ont tenté d'établir une plate-forme d'accord qu'une large majorité des travailleurs a rejetée. A la mi-février, les dockers ont appelé à un plus grand soutien international. Les travailleurs du syndicat Australia Maritime Central NSW avaient déjà bloqué, fin novembre, le "Cornelius Verolme" pendant plus de 24 heures dans le port de Sydney. Ce bateau appartient à l'A.B.C., compagnie maritime hollandaise, principal utilisateur du port de Mersey - Liverpool et les travailleurs anglais avaient appelé à l'action internationale contre cette compagnie.

Les compagnons de la S.F., section anglaise de l'A.I.T., sont investis dans la lutte des dockers et soutiennent cette grève.

Mersey Port Shop Stewards Committee,  
C/o 19 Scorton St, Liverpool L6 4AS, England

## PABLO SERRANO

Après douze ans d'emprisonnement, notre compagnon Pablo Serrano, pour lequel nous avons lancé plusieurs appels à la solidarité, vient d'obtenir ce 9 février son premier jour de permission. Rappelons que Pablo, actif militant de la C.N.T., a été soumis depuis plusieurs années à un régime d'exception tout à fait illégal, histoire de lui faire payer des convictions qu'il n'a jamais renié et qu'il a continué à défendre même en prison (en particulier en publiant des articles). Après cette première manche, la campagne pour la libération de Pablo Serrano doit se poursuivre.

Information de "C.N.T." (organe de la C.N.T. d'Espagne)

